

Les paradis fiscaux coûtent la vie à 6 millions d'enfants

Les multinationales n'aiment pas les impôts. Les pays pauvres sont particulièrement victimes de cette situation et perdent ainsi des rentrées importantes. D'après les Nations Unies (CNUCED) cette perte se chiffre à 100 milliards de dollars par an et le Fonds monétaire international (FMI) estime à 200 milliards les pertes sur les recettes fiscales dues. Or, les pays pauvres ont absolument besoin de cet argent pour développer des services publics comme l'enseignement, les soins de santé ou la sécurité sociale. Avec l'argent perdu, ces pays auraient pu envoyer à l'école 124 millions d'enfants et financer des interventions médicales qui pourraient sauver la vie à 6 millions d'enfants par an.

Les pays sont les victimes de la guerre fiscale qui fait rage à l'échelle mondiale. Une guerre où les grandes entreprises obtiennent de plus en plus d'avantages fiscaux, avec les conséquences dramatiques sur le bien-être des populations. Au Kenya, par exemple, ces déductions coûtent au pays 985 millions d'euros par an – presque le double du budget de la santé publique.

CE QU'IL FAUT FAIRE

Démasquons les fraudeurs à grande échelle

Les scandales successifs (Offshore Leaks, Swiss Leaks, Panama Papers, Bahamas Papers) ont montré à suffisance comment de grandes entreprises et des détenteurs de grosses fortunes réussissent à cacher leurs patrimoines en créant des sociétés écrans dans des paradis fiscaux. Ces sociétés permettent de procéder à des transactions financières de façon anonyme et en toute impunité. Il est impossible d'envisager de les taxer puisque les comptes sont détenus par des sociétés "boîtes aux lettres" anonymes. C'est pourquoi il est indispensable de créer des registres publics d'entreprises transparents partout dans le monde, qui mentionneront les noms des véritables propriétaires des sociétés écrans.

Pour en savoir plus: https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp-economy-for-99-percent-160117-fr.pdf